



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

liens entre M. Benalla et la Russie

Question au Gouvernement n° 1648

Texte de la question

LIENS ENTRE M. BENALLA ET LA RUSSIE

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot. Les Russes, les Russes, les Russes ! Le Président les voit derrière les gilets jaunes ; il les voit manipuler toutes les élections ; derrière chaque opposant, il voit les Russes.

M. Éric Straumann. Sauf derrière Benalla !

Mme Mathilde Panot. Mais les Russes, à l'Élysée, il ne les voit pas ! (*M. Gilbert Collard applaudit.*) Macron n'a pas vu que son protégé, Alexandre Benalla, avait négocié dans son palais un contrat de sécurité avec deux milliardaires proches de Vladimir Poutine. Notre Président a le complotisme mal placé.

Un député du groupe LaREM . C'est pareil chez vous !

Mme Mathilde Panot. Il voit une conspiration dans la rue, alors que la Russie est apparemment bien introduite dans les salons de l'Élysée.

Mme Danièle Obono. Exactement !

Mme Mathilde Panot. Comment est-il possible que des membres de l'équipe présidentielle négocient des contrats juteux avec des oligarques russes ? La France doit tenir, plus que tout, à son indépendance nationale. Pourquoi Alexandre Benalla, proche du Président,...

M. Pierre Cordier. Très proche !

Mme Mathilde Panot. ...entretient-il des relations avec des proches de Poutine qui entretiennent eux-mêmes des liens obscurs avec la mafia ? Des explications doivent être fournies immédiatement et sans délai à la représentation nationale et au peuple français, monsieur le Premier ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

Muni de son passeport diplomatique et accompagné d'un homme d'affaires lié à Israël et au Qatar, M. Benalla s'est rendu au Tchad en novembre dernier. Négociait-il pour la France ? Pour les Russes ? Qui parle quand M. Benalla s'entretient avec le Président tchadien ? Le barbouze ou le diplomate de pacotille ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

La semaine dernière, l'armée française a frappé au Tchad, sans débat ici. La France insoumise demande la

transparence. C'est l'intérêt de la patrie qui est en jeu. Le cas Benalla fait peser l'ombre du soupçon sur les pratiques du pouvoir de notre Président, auquel notre Constitution permet tous les égarements. S'il y a un seul responsable, disait Emmanuel Macron en juillet, c'est lui et lui seul.

M. Christian Jacob. « Qu'ils viennent me chercher ! »

Mme Mathilde Panot. Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : demanderez-vous au Président de la République de faire la lumière sur ces arrangements mafieux ou son silence est-il coupable ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la garde des sceaux, ministre de la justice.

Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice. Madame la députée, en posant votre question, vous visez ce qui constitue sans doute une dérive personnelle d'un personnage qui a joué un rôle important...
(*Vives exclamations sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. le président. Monsieur Ruffin !

M. Éric Straumann. C'est une affaire d'État, on vous le dit depuis le début !

M. Thibault Bazin. C'est l'homme de confiance de Macron !

Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux. La question que vous posez est actuellement traitée par la justice.
(*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. - Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Trois enquêtes sont en cours. Une première information judiciaire porte sur les événements survenus place de la Contrescarpe, à l'occasion de la manifestation du 1er mai dernier. (*Vives exclamations persistantes sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. Madame Obono !

M. Michel Herbillon. Vous avez applaudi M. Macron à la Maison de l'Amérique latine, madame Belloubet !

Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux. Une deuxième enquête a été ouverte par le procureur de Paris pour atteinte à la protection de la vie privée, à la suite d'une lettre adressée par le Premier ministre au procureur de Paris. Une troisième enquête a été ouverte, précisément sur le sujet dont vous avez parlé, et qui est menée par le parquet national financier ; elle a été rouverte récemment à l'issue des événements que vous venez d'évoquer.

M. Éric Straumann. Et le coffre-fort disparu, il est où ?

Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux. De ce point de vue, tous les éléments sont réunis pour que la justice soit en mesure d'apporter des réponses pertinentes sur le sujet que vous avez évoqué.

M. Éric Straumann. C'est poussif !

Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux. Si vous le voulez bien, nous attendrons de connaître ce que la justice dira avant d'envisager d'autres types de solutions. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Voilà ce que je souhaitais vous dire : comme vous, je fais confiance à la justice ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Pierre Cordier. Vous ramez !

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1648

Rubrique : État

Ministère interrogé : Justice

Ministère attributaire : Justice

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 février 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 février 2019](#)